

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

---

Addis Ababa, Ethiopia, P.O. Box: 3243 Tel.: (251-11) 5513 822 Fax: (251-11) 5519 321  
Email: [situationroom@africa-union.org](mailto:situationroom@africa-union.org)

---

DEBAT EN PLENIERE DU CONSEIL DE SECURITE SUR  
LA PAIX ET LA SECURITE EN AFRIQUE: L'IMPACT DE  
LA CRIMINALITE TRANSNATIONALE ORGANISEE SUR  
LA PAIX, LA SECURITE ET LA STABILITE EN AFRIQUE  
DE L'OUEST ET DANS LA REGION DU SAHEL

NEW YORK  
21 FEVRIER 2012

ALLOCUTION DE M. FRANCISCO JOSE CAETANO MADEIRA,  
REPRÉSENTANT SPÉCIAL DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE L'UA POUR LA  
COOPERATION DANS LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

**ALLOCUTION DE M. FRANCISCO JOSE CAETANO MADEIRA,**  
**REPRÉSENTANT SPÉCIAL DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE L'UA POUR LA**  
**COOPERATION DANS LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME**

**S.E. le Président Faure Essozimna Gnassingbe,**  
**Monsieur le Secrétaire général,**  
**Membres du Conseil de sécurité**  
**Mesdames et Messieurs,**

Je voudrais, tout d'abord, féliciter la République togolaise pour avoir assumé la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de mars. Votre présence ici, M. le Président, est le témoignage de votre engagement personnel et de celui de son pays en faveur de la promotion de la paix, de la sécurité et de la stabilité en Afrique et dans le monde, en général.

Je voudrais vous transmettre les regrets du Président de la Commission, M. Jean Ping, qui n'a pu se joindre à nous en raison d'engagements antérieurs dont il n'a pu se libérer. Il souhaite au Conseil de sécurité des délibérations fructueuses.

Le débat d'aujourd'hui revêt une importance particulière pour l'Union africaine, au regard des efforts qu'elle déploie, afin de relever les défis multiformes auxquels le continent est confronté dans le domaine de la paix et de la sécurité. La Politique africaine commune de défense et de sécurité (PACDS), adoptée par notre Union en 2004, a clairement défini les fondements de la sécurité et de la stabilité en Afrique. La PACDS met en relief non seulement les menaces traditionnelles, tels que les conflits inter et intra-étatiques, mais également les menaces non-traditionnelles résultant d'un environnement international en mutation constante, y compris la criminalité transnationale organisée – celle-ci va du trafic des armes et de drogues, à la traite des êtres humains, la contrebande, la piraterie et le blanchiment d'argent.

Aujourd'hui, l'impact de la criminalité transnationale organisée est plus évident que jamais. Plus inquiétant encore, la criminalité converge avec d'autres menaces transnationales, tels que l'extrémisme et le terrorisme. Il importe de traiter ces menaces de manière globale, efficiente et collective, sous peine de mettre en péril les fondements même d'Etats démocratiques viables en Afrique auxquels nos peuples aspirent depuis l'indépendance.

**Monsieur le Président,**

Le continent africain est particulièrement vulnérable au risque que pose la criminalité transnationale organisée. La porosité des frontières, l'affaiblissement d'institutions étatiques à la suite de conflits civils prolongés, la pauvreté, la dégradation de l'environnement et les défis liés à la gestion des ressources naturelles ne sont que quelques unes des manifestations de cette vulnérabilité. Aussi la réponse à la menace doit-elle être globale et multidimensionnelle.

Au vu de ces défis, un engagement fort de toutes les parties prenantes est un impératif. Avec la mondialisation, les réseaux criminels se sont étendus sur plusieurs continents, et l'Afrique est affectée par les retombées de la criminalité provenant d'autres régions. Nous ne pouvons plus nous permettre de penser en termes d'intérêts nationaux étroits. Nous nous devons de réfléchir minutieusement aux meilleurs voix et moyens de répondre aux menaces tant internes que transnationales.

Au cours de ces dernières années, les régions de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel, et plus généralement le continent, ont déployés des efforts louables pour convenir de mécanismes conjoints de prise de décisions et de structures opérationnelles de lutte contre la criminalité, le terrorisme et la piraterie. Leurs efforts méritent le plein appui de la communauté internationale.

Ainsi récemment, le 29 janvier plus précisément, à l'initiative de l'UA, les ministres et autres hauts responsables des pays du Sahel se sont réunis à Addis Abéba pour discuter de défis sécuritaires communs, sur la base du rapport et des recommandations de la Mission conjointe UA-NU qui a effectué une visite dans la région en décembre 2011. Il me plaît de vous informer que, dans quelques semaines, une réunion d'experts sera organisée par l'Union africaine, en collaboration avec les Nations unies, afin de convenir des mesures de suivi nécessaires. Cette rencontre sera suivie d'une réunion du Conseil de paix et de sécurité de l'UA sur la situation dans le Sahel.

**Monsieur le Président,**

Au moment où nous redoublons d'efforts pour faire face à la criminalité transnationale, il importe que nous améliorions l'efficacité de notre action, et ce à travers le renforcement de nos capacités institutionnelles et la mise en œuvre des réformes requises. Nous devons également renforcer l'Etat de droit et l'obligation de rendre compte, afin de contenir durablement la criminalité. Nous devons prendre conscience du fait que la lutte contre la criminalité transfrontalière ne se limite pas seulement à la conduite de patrouilles aux frontières et dans les eaux territoriales – il importe aussi que nous œuvrions à la création d'opportunités économiques alternatives pour les plus vulnérables, de façon à s'attaquer aux causes sous-jacentes de la criminalité: la pauvreté, la dégradation de l'environnement et l'exclusion sociale.

Au cours des dernières années, diverses études et recherches ont été effectuées et plusieurs rapports écrits sur la menace croissante que représente la criminalité transnationale organisée en Afrique de l'Ouest, dans la région du Sahel et ailleurs sur le continent. Aujourd'hui, nous devons commencer à parler de ce que nous pouvons entreprendre ensemble, dans un esprit de responsabilité partagée, pour faire face à cette menace. En Afrique, les efforts devront être axés sur la mise en œuvre et le suivi efficace des nombreux instruments qui ont été adoptés.

Je voudrais, une fois de plus, vous remercier, Monsieur le Président, pour votre *leadership* et pour nous avoir pris l'initiative de ce forum en vue de discuter de cette question cruciale.